

Conseil national du 5 février 2022

Résolution sur nos campagnes présidentielle et législatives

Réunie en conseil national ce samedi 5 février, à deux mois du premier tour de l'élection présidentielle, **la direction nationale du Parti communiste français est pleinement mobilisée pour le succès de la candidature de Fabien Roussel** ainsi que celles présentées aux élections législatives afin de contribuer à ouvrir un chemin d'espoir pour le peuple français.

En ce moment décisif, où nos concitoyen·ne·s vont décider de leur vote, elle appelle les communistes à engager toutes leurs forces pour donner son plein élan à la campagne.

Nous assurons nos compatriotes de la Réunion de tout notre soutien, alors qu'ils viennent de subir un terrible cyclone tropical qui va rendre un peu plus difficiles leurs vies quotidiennes, déjà fortement détériorées par les choix que le gouvernement applique à toute l'Outre-Mer.

Nous adressons un message de solidarité à nos concitoyen·ne·s victimes de la Covid-19, à celles et ceux qui ont perdu des proches. Nous remercions tout particulièrement les soignant·e·s de tenir bon et nous les assurons que nous nous battons jusqu'au bout à leurs côtés pour défendre et renforcer la santé publique, à commencer par l'hôpital, et que nous continuerons d'agir pour la levée des droits sur les brevets des vaccins afin d'en finir définitivement avec ce fléau.

Cette pandémie mondiale, les risques de guerre à la frontière russo-ukrainienne, les logiques de force qui se manifestent partout dans le monde à l'initiative notamment des États-Unis et de l'Otan, l'ouverture d'une décennie décisive pour lutter contre le réchauffement climatique, les souffrances et inégalités sociales, l'aggravation de l'autoritarisme présidentiel et l'asphyxie démocratique qui en découle en France font des scrutins présidentiel et législatifs un enjeu majeur.

À cette heure, **le risque est réel qu'un nombre important de nos concitoyennes et concitoyens se tiennent à l'écart de ces échéances électorales.**

Beaucoup d'entre elles et eux ne se retrouvent pas dans la campagne présidentielle en cours. Alors que tous les sondages prouvent pourtant qu'ils attendent majoritairement des réponses à leurs attentes sociales, le pouvoir d'achat, la santé et la protection sociale, l'école, les inégalités, tout est fait du côté des forces dominantes pour les diviser au moyen de discours qui entretiennent les peurs et les haines.

Nous appelons les Français-es à investir massivement le débat politique de leurs exigences et de leurs propositions. Nous les appelons à faire des scrutins des 10 et 24 avril le moment où ils expriment leurs véritables aspirations et mettent en échec les manœuvres dont ils sont l'objet.

La lutte contre la vie chère, la réponse aux besoins de santé, d'éducation et de services publics, l'exigence d'égalité réelle contre toutes les discriminations doivent être au cœur de ce débat.

Au fond, deux visions de la France s'opposent aujourd'hui.

Il y a celles et ceux qui veulent, dans le prolongement de ce quinquennat terrible pour notre peuple, poursuivre la destruction de nos grandes conquêtes sociales au profit d'une minorité,

creuser les fractures entre les êtres humains et les territoires, enliser le débat public en détournant l'attention de l'opinion des véritables problèmes.

L'autre vision est celle portée par notre candidat, celle d'une France qui renoue avec le droit au bonheur pour toutes et tous, grâce à des réformes heureuses, positives, des réformes de progrès à même de rassembler le peuple.

La France de nouveaux Jours heureux que nous voulons bâtir avec nos concitoyen-ne-s repose sur trois piliers : la révolution du travail jusqu'à une sécurité d'emploi et de formation, pour le libérer des exigences destructrices du capital ; la conquête de nouveaux pouvoirs pour construire une nouvelle République, sociale et démocratique, laïque et universaliste, écologiste et féministe ; l'indépendance de la France en Europe et dans le monde pour porter une logique de paix, de coopération entre les peuples, de sécurité collective.

C'est à partir de cette triple ambition que nous entendons répondre aux projets du président sortant, de la droite et de l'extrême droite. Par-delà leurs différences, ceux-là ont en commun de vouloir poursuivre les cadeaux à la finance et aux actionnaires, de faire à l'inverse payer la crise à celles et ceux qui ne vivent que de leur travail, de s'attaquer à de nouveaux droits sociaux, de vouloir faire travailler plus longtemps les salarié-e-s et dynamiser notre système de protection sociale, de faire encore reculer les libertés publiques. En clair, c'est la République, dans ses principes d'égalité, de solidarité, de souveraineté populaire, qui se retrouve mise en cause.

Cette volonté de creuser sans fin les inégalités, de favoriser les tendances au repli, de pratiquer les surenchères réactionnaires, profite clairement à l'extrême droite. Alors que le climat politique actuel encourage la recrudescence du racisme et de l'antisémitisme, les candidat-e-s qui se réclament de cette tradition s'emploient à faire avancer leur projet de « priorité nationale », qui vise à installer dans notre pays une situation d'apartheid réduisant en cendres les bases sur lesquels nos aîné-e-s du Conseil national de la Résistance avaient rebâti la République à la Libération.

L'heure est vraiment à faire connaître notre projet « La France des Jours heureux » et ses 180 propositions.

C'est à partir de l'ambition qu'il porte pour la France que nous voulons faire renaître un espoir pour le monde du travail, les classes populaires, la jeunesse. Que nous entendons faire reculer le découragement et les divisions.

C'est également en soumettant notre programme au plus large débat que nous contribuerons à reconstruire une gauche à la hauteur des défis du moment. Une gauche qui sorte des impasses du social-libéralisme parce qu'elle affronte le pouvoir de l'argent, se tourne de nouveau vers la France du travail et de la création, répond à ses aspirations, conjugue indissolublement urgence sociale et urgence écologique

Alors que vient de débiter la procédure de « parrainage » permettant la présentation officielle des candidatures à l'élection présidentielle, nous remercions tou-te-s les élu-e-s qui ont déjà fait la démarche de présenter notre candidat et nous proposons à l'ensemble des élu-e-s habilité-e-s à « parrainer » des candidat-e-s de donner à leur tour de la force aux idées que défend Fabien Roussel, en lui accordant leurs parrainages.

À désormais 64 jours du premier tour de l'élection présidentielle, **nous appelons donc les communistes et les femmes et les hommes qui ont rejoint les comités des Jours heureux à amplifier la campagne, à aller à la rencontre des Français-es**, dans toutes les villes et les villages

de France, sur les marchés, au pied des immeubles de nos quartiers et au porte-à-porte ainsi qu'à la porte des entreprises et des services publics. L'objectif est d'organiser 500 réunions publiques dans toute la France pour le présenter à nos concitoyen-ne-s.

Les 12 et 13 février doivent être, dans ce cadre, un grand week-end de déploiement militant avec des centaines d'initiatives partout dans le pays.

Après le meeting de Marseille du 6 février, **deux grands meetings nationaux avec Fabien Roussel se tiendront à Paris le 10 mars et à Lille le 7 avril**. Huit autres meetings d'importance se tiendront avec la participation de notre candidat le 16 février à Montreuil, le 24 février à Avion, le 1^{er} mars à Bordeaux, le 3 mars à Valenciennes, le 5 mars au Havre, le 23 mars à Nantes, le 27 mars à Toulouse et le 2 avril à Lyon.

Tout au long des semaines qui viennent, **nous voulons également amplifier la préparation de l'échéance majeure que constituent les élections législatives** par la désignation de nos candidates et candidats et en portant notre ambition dans les circonscriptions et nationalement d'un pacte d'engagements communs pour construire une majorité politique de gauche comprenant le plus grand nombre de député-e-s communistes. **Une journée de travail nationale ouverte à l'ensemble des candidat-e-s se tiendra jeudi 10 mars au siège national, jour du meeting de Paris.**